

Les missions francophones d'observation des élections Projet de Rapport

Présenté par

M. Jean-Claude MAENE
(Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles)

Rapporteur

BRUXELLES (BELGIQUE) | 10 JUILLET 2012

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport de suivi des missions francophones d'observation électorale et des missions d'information et de contact de la Francophonie, à l'occasion des élections au sein de notre espace commun. Ce rapport retrace les missions auxquelles l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a participé depuis notre dernière session en reprenant les communiqués et rapports (lorsque nous en avons eu transmission) élaborés par les observateurs. Ce rapport ne se limite cependant pas à une présentation purement factuelle. Il met également en lumière les difficultés politiques sur ce sujet, évoquées notamment par le Président de notre Commission lors de la dernière réunion du Bureau de l'APF à Phnom Penh en février 2012, et lors de notre dernière réunion de la Commission à Vancouver en mars 2012.

I – LE PROCESSUS DU DEROULEMENT DES MISSIONS D'OBSERVATION ELECTORALE

Permettez-moi tout d'abord de rappeler la procédure de saisine qui nous conduit à participer aux missions d'observation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Le Secrétaire général de la Francophonie doit d'abord être saisi officiellement par les autorités du pays membre de la Francophonie dans lequel se tiendra l'élection. S'il décide de donner un avis favorable à l'envoi d'une mission d'observation, l'OIF doit, selon les termes de la convention entre l'OIF et l'APF, en informer le Secrétariat général par écrit, au moins un mois avant le départ.

Trop souvent, même si nous avons pu constater parfois quelques améliorations, nous disposons de délais très courts – parfois une semaine seulement- pour lancer notre procédure de désignation des parlementaires des différentes régions qui participeront, avec les experts de l'OIF, à la mission. A cet égard, je rappelle simplement que le calendrier électoral est connu longtemps à l'avance (comme l'indique le tableau en annexe n°1) et qu'il est pour le moins curieux que nous ne soyons pas saisis plus en amont, même à titre indicatif en attendant la saisine officielle par les autorités nationales concernées.

Ensuite, dans notre règle interne de désignation de parlementaires de l'APF, le Secrétaire général parlementaire saisit, en règle générale, les trois chargés de missions régionaux afin qu'ils choisissent chacun un parlementaire. Nous devrions ainsi parvenir, comme dans un temps pas si éloigné, à associer ainsi trois parlementaires à la mission, or la réalité en est manifestement très éloignée. (cf. annexe n°2)

Lorsque le calendrier des élections dans les pays francophones est très chargé, le Secrétaire général parlementaire donne la priorité aux scrutins dans les pays dont la section APF est suspendue. Priorité est donnée également à l'observation des scrutins législatifs sur les scrutins présidentiels.

Les parlementaires représentant l'APF apportent leur expérience d'élus dans l'appréciation du déroulement du scrutin et des institutions du pays, la plupart des observateurs désignés par l'OIF étant cependant des experts (professeurs de droit, juristes). J'y reviendrai dans le chapitre III.

Les missions d'observation électorale se déroulent comme suit :

Avant le scrutin :

- prise de connaissance des textes constitutionnels et électoraux ;
- rencontre des candidats et chefs de partis politiques en lice, rencontre des autorités politiques et administratives du pays, des représentants des institutions chargées de l'organisation et du contrôle de l'élection (Commission nationale électorale, Cour constitutionnelle, Ministère de l'Intérieur, ONG et représentants de la société civile, Haute autorité de l'audiovisuel...).

Le coordonnateur de la mission, systématiquement aujourd'hui fonctionnaire de l'OIF, accompagne la délégation et transmet un dossier à chacun des observateurs au début de la mission.

Pendant le scrutin :

Les observateurs se déploient, en bonne intelligence avec les autres observateurs présents (OUA, ONU, ou missions bilatérales) dans les différentes régions. Ils assistent aux opérations de vote et observent leur bon déroulement, en appliquant les principes directeurs fixés par le Conseil permanent de la Francophonie (CPF). Ils observent : les horaires d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote, les conditions de vote (secret du vote, régularité du matériel électoral utilisé, présence des représentants des partis et des candidats, l'existence ou non de tentatives d'intimidation ou d'influence à l'intérieur ou à l'extérieur du bureau de vote), les conditions de dépouillement (qualité des agents chargés du dépouillement, méthode de décompte des bulletins, concordance avec la législation et la réglementation en vigueur).

Après le scrutin :

- Les observateurs de la mission francophone se réunissent pour mettre en commun leurs observations et rédigent ensemble un communiqué de presse ;
- La mission donne par ailleurs lieu à un rapport public. Les observateurs désignent parmi eux un rapporteur, qui est souvent un juriste expert ayant déjà rédigé de tels rapports.

En ce qui concerne les missions d'information et de contact, de format restreint, l'observation électorale est limitée à certains bureaux de la capitale concernée.

II - LES MISSIONS CONDUITES DEPUIS UN AN

Le dernier semestre 2011 a été particulièrement riche en consultations électorales dans l'espace francophone. C'est ainsi que l'OIF a été amenée, à la demande des autorités politiques nationales, à organiser des missions auxquelles l'APF a participé à l'occasion des élections législatives aux Seychelles et en Côte d'Ivoire, de l'élection présidentielle au Cameroun, des élections législatives et présidentielle en RDC, de l'élection de l'assemblée constituante en Tunisie.

1) LES MISSIONS FRANCOPHONES D'OBSERVATION ELECTORALE

a) Elections législatives du 30 septembre 2011 aux Seychelles

Répondant à l'invitation des autorités de la République des Seychelles, l'OIF et la Commission de l'Océan Indien (COI) ont déployé une **mission électorale conjointe** à l'occasion des élections législatives. **L'APF était représentée par M. Georges Mothron, député français.**

Durant son séjour aux Seychelles, la mission a eu des entretiens avec le Président et les membres de la commission électorale ainsi qu'avec tous les acteurs politiques.

La mission s'est informée sur les circonstances ayant mené à la dissolution de l'Assemblée nationale, lesquelles semblaient avoir semé un certain trouble dans la vie politique seychelloise. Elle s'est également informée sur les raisons du boycott de l'opposition conduite notamment par M. Wavel Ramkalawan. Un nouveau parti de l'opposition, le PDM «*Popular Democratic Movement* » s'est créé suite à l'appel au boycott. Il semblerait que la raison principale de sa création soit de combler le vide politique lors des élections législatives.

La mission a constaté que le scrutin, malgré un certain nombre d'insuffisances et d'irrégularités, s'était déroulé sans incident et que les résultats des élections, avec un nombre élevé de bulletins nuls, reflétaient une situation nécessitant une réflexion. En effet, la forte proportion de bulletins nuls devait inciter tous les acteurs politiques seychellois à promouvoir, au lendemain des résultats, un dialogue constructif en vue de consolider une démocratie apaisée.

b) Election de l'Assemblée constituante en Tunisie du 23 octobre

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie a désigné M. Ahmedou Ould Abdallah, ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la Mauritanie et ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, pour conduire la **mission d'observation électorale** de l'OIF à l'occasion de l'élection de l'Assemblée Nationale Constituante.

Composée d'une **cinquantaine d'experts électoraux**, responsables d'institutions électorales, acteurs de la société civile et du secteur des médias, issus de vingt Etats et gouvernements membres de la Francophonie, la délégation a été déployée à Tunis et en région du 20 au 26 octobre 2011. **L'APF était représentée par MM. les députés Dino Cinieri (France), Pierre-Yves Jeholet (Communauté française de Belgique) et Errachid Bendriouch (Maroc).**

La mission a salué la tenue remarquable de la première élection libre et transparente de l'histoire de la Tunisie qui marque une avancée déterminante dans le processus de démocratisation et a rendu un hommage appuyé au peuple tunisien qui a massivement participé à ce scrutin dans l'enthousiasme et l'émotion, avec un sens élevé de ses responsabilités dans le calme et la sérénité, en ayant pleinement conscience de l'importance historique de cette élection pour l'avenir de la Tunisie.

Concernant les opérations de vote proprement dites, la mission de la Francophonie a pris note de la bonne organisation du scrutin. Elle a toutefois noté quelques difficultés et dysfonctionnements mineurs qui ont pu compliquer les préparatifs et le déroulement de l'élection, notamment : le nombre très important de listes de candidats dans chacune des circonscriptions n'ayant pas favorisé la lisibilité, pour les électeurs du scrutin et de ses enjeux ; la faible présence dans les bureaux de vote des délégués de la très large majorité des listes candidates...

Afin de remédier à ces difficultés observées durant le processus et contribuer à la consolidation du cadre électoral en Tunisie, la mission a énoncé un certain nombre de recommandations. Celles-ci concernent notamment la pérennisation d'un dispositif durable et fiable de généralisation de la liste électorale, le perfectionnement de la formation des personnels électoraux, la pérennisation d'une instance indépendante chargée de l'organisation des élections, l'affinement des règles encadrant le financement des partis et des campagnes électorales.

2) LES MISSIONS D'INFORMATION ET DE CONTACT

a) Election présidentielle du 9 octobre au Cameroun

La **mission d'information et de contact** dépêchée par la Francophonie au Cameroun était dirigée par M. Pierre Buyoya, ancien Président de la République du Burundi. **L'APF y était représentée par M. Jérôme Lavou, député centrafricain.**

Préalablement au déploiement de cette mission et à la suite d'une demande formulée par les autorités électorales du Cameroun, l'OIF a organisé les 22 et 23 septembre à Yaoundé, un séminaire d'échanges d'expériences et d'appropriation des textes électoraux à l'intention des institutions chargées d'organiser et de contrôler le scrutin présidentiel.

Le processus électoral s'est déroulé dans un climat assez tendu. La mission a considéré que malgré des dysfonctionnements, le scrutin avait eu lieu dans des conditions acceptables et a regretté le fort taux d'abstention.

Les résultats de l'élection ont été proclamés le 21 octobre par la Cour suprême. M. Paul Biya a été réélu, obtenant près de 70% des voix, devant l'opposant historique M. John Fru Ndi avec près de 11% des voix.

b) Elections présidentielle et législatives du 28 novembre en RDC

Suite à une invitation des autorités congolaises, l'OIF a dépêché une **mission d'information et de contact** en RDC à l'occasion des élections présidentielle et législatives. **L'APF était représentée au sein de cette mission par M. Serge Robichaud (Nouveau- Brunswick) et Jérôme Lavou (Centrafrique).**

La mission a tenu à saluer la mobilisation du peuple congolais lors des élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011 en dépit des difficultés relevées. Elle a rendu hommage aux organisations de la société civile congolaises pour leur implication dans l'observation nationale des élections.

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, après avoir pris connaissance des résultats provisoires de l'élection présidentielle proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) le 9 décembre 2011 a appelé l'ensemble des candidats, de leurs militants ainsi que les forces de sécurité à faire preuve de retenue et de responsabilité et à éviter toute violence. Le Secrétaire général les a exhorté à user des voies de recours légales en cas de contestation et a saisi cette occasion pour réitérer l'engagement de l'OIF à poursuivre son assistance technique en faveur de la Cour suprême de justice, chargée du traitement du contentieux électoral.

M. Abdou Diouf a appelé avec insistance les acteurs politiques et sociaux congolais à privilégier, en toutes circonstances, les conditions favorables à la paix durable, à la stabilité et à l'ancrage de la démocratie, qui sont des valeurs promues par la Déclaration de Bamako.

c) Elections législatives du 11 décembre 2011 en Côte d'Ivoire

Mme Françoise Fassiaux-Looten (CFB) et M. Gaston Yorou (Bénin) représentaient l'APF lors de ce scrutin.

Les observateurs nationaux et internationaux (un peu plus de 3.000), qui ont sillonné tout le territoire, ont été unanimes à reconnaître le bon déroulement de l'élection malgré quelques incidents mineurs. Dans leurs déclarations respectives, ils ont salué le climat dans lequel s'est déroulé le scrutin, non sans déplorer le faible taux de participation.

La **mission d'information et de contact** de la Francophonie a déclaré que ces élections se sont déroulées dans une atmosphère apaisée. L'Union Africaine a estimé qu'elles ont été libres, transparentes et démocratiques. La CEDEAO et l'UEMOA se sont également félicitées du bon déroulement du scrutin, de même que d'autres structures nationales et internationales d'observation.

Lors du premier semestre 2012, il n'y a pas eu de missions d'observation ou de missions d'information et de contact.

III - L'INSUFFISANTE LEGITIMITE DEMOCRATIQUE DES ACTUELLES MISSIONS

Je rappellerai que les missions ont changé de nature depuis la décision des représentants des Etats et gouvernements membres de l'OIF, réunis en Commission politique, le 21 février 2008 de réserver les traditionnelles missions d'observation électorale aux pays en situation de sortie de crise et d'organiser désormais pour les pays en voie de consolidation démocratique des missions d'information et de contact se limitant à une observation dans la seule capitale en limitant en outre le format (10 à 12 participants) en réservant, de facto, une ou deux places seulement à des parlementaires.

Cette nouvelle donne n'est pas sans répercussions sur le choix des parlementaires. En effet l'OIF est conduite, dès lors que les effectifs sont réduits, à exprimer de plus grandes exigences quant à la motivation et à l'expérience des observateurs ainsi qu'à leur nationalité afin de préserver l'équilibre géographique des missions.

Le secrétaire général parlementaire, lors de la réunion du Bureau à Québec en 2011, a souligné qu'il ne contestait pas à l'OIF la possibilité d'exprimer des souhaits mais il a proposé

au Bureau de réaffirmer que la désignation des parlementaires relève de la compétence exclusive des chargés de mission régionaux de l'APF.

Cette nouvelle donne a également d'autres conséquences qui me semblent plus profondes et, par conséquent, doivent être évoquées dans ce rapport, en écho notamment à la dernière réunion du Bureau de l'APF, à Phnom Penh en février 2012 et à la dernière réunion de la Commission des affaires parlementaires en mars 2012.

En effet, les missions d'information et de contact restreignent la connaissance de la réalité du terrain en limitant automatiquement l'observation, le jour du scrutin, à quelques bureaux de vote de la capitale seulement.

Mais ce qui me semble encore plus grave est la place résiduelle laissée aujourd'hui à l'APF et à ses parlementaires dans les missions initiées par la Délégation aux Droits de l'Homme, à la Démocratie et à la Paix (DDHDP) de l'OIF. Nos instances dirigeantes s'en sont d'ailleurs émues lors du Bureau de Phnom Penh, en particulier notre Secrétaire général parlementaire comme le Président et la Vice-présidente de notre Commission. Il suffit d'ailleurs de se reporter à l'annexe suivante n°2 afin de mesurer la limitation du nombre de parlementaires. Sur ces quatre dernières années, seule la mission en Mauritanie effectuée en juillet 2009 fait figure d'exception avec une délégation de six parlementaires. Elle était cependant réalisée avec un financement additionnel français fléché sur cette mission, lié notamment à ce que le nombre de parlementaires y soit significatif.

Autre élément aggravant : plus aucun parlementaire n'a été désigné Chef de délégation de telles missions ces dernières années !

Autre élément aggravant : plus aucun fonctionnaire parlementaire du secrétariat général ne participe à ces missions en y accompagnant nos parlementaires. En conséquence, notre rapport ne peut être élaboré qu'à partir de communiqué de presse et de rapports de l'OIF lorsqu'ils nous sont transmis. Je rappelle que cette situation était totalement différente il y a quelques années quand un fonctionnaire de notre secrétariat général –la plupart du temps de notre commission- accompagnait la délégation. Il apportait alors un soutien technique indispensable à la rédaction du rapport de nos parlementaires en mission. Il était même parfois chargé, partiellement ou totalement, de la coordination technique de toute la mission francophone !

De facto, la situation actuelle est très différente. Elle n'est d'ailleurs pas simplement liée à la création d'un nouveau type de missions, puisque même sur les missions traditionnelles d'observation électorale -certes en voie de raréfaction- la représentation de l'APF n'est pas meilleure.

Aujourd'hui les parlementaires ne seraient-ils devenus que tolérés au sein de ces missions ? Je souhaiterais ne plus devoir écrire une telle phrase dans mon prochain rapport.

Car, qui mieux que des parlementaires, représentants élus des peuples de l'espace francophone, peuvent mener de telles missions en leur assurant la légitimité démocratique suffisante ?

En outre, dans le monde d'aujourd'hui, plus que jamais la question du déficit démocratique des organisations internationales se pose de manière aiguë. Eu égard aux valeurs qu'elle porte, la Francophonie peut être, dans ce domaine comme dans d'autres, exemplaire. C'est la raison pour laquelle, un renforcement accru de la place et des recommandations des

parlementaires de l'APF serait source de renforcement de l'Organisation elle-même et de ses actions. Il faut que l'OIF comprenne enfin qu'il en va également de son intérêt comme de la Francophonie toute entière.

C'est la raison pour laquelle, nous avons organisé une réunion de travail avec la DDHDP le 9 mai dernier à Paris. Cette réunion nous a permis avec le Secrétaire général parlementaire (M. Jacques Legendre), la vice-présidente de la Commission des affaires parlementaires (Mme Michèle André), mandatée par le Président De Bané d'évoquer très clairement ces difficultés.

Cette réunion était préparatoire à l'audition de M. Hugo Sada, Délégué à la Paix, à la Démocratie et aux droits de l'Homme à l'OIF devant la Commission des affaires parlementaires, le 10 juillet à Bruxelles.

ANNEXE 1

PROCHAINES MISSIONS D'INFORMATION OU D'OBSERVATION ELECTORALE

Selon la Délégation aux Droits de l'Homme, à la Démocratie et à la Paix de l'OIF (DDHDP), aucune nouvelle mission francophone est programmée à ce jour, même si probablement une mission sera envoyée au Mali. On trouvera ci-dessous le calendrier des élections prévues pour le second semestre 2012. L'OIF et l'APF sont susceptibles d'être sollicitées pour certaines de ces élections.

Calendrier prévisionnel des élections dans l'espace francophone – second semestre 2012 *Les dates peuvent être provisoire.*

MOIS	PAYS	NATURE ET JOUR DE LA CONSULTATION	OBSERVATIONS
JUILLET	MALI	Elections législatives (<i>suspendues</i>)	Accompagnement du processus électoral malien par l'OIF en cours
	SENEGAL	Elections législatives (1 ^{er} juillet)	
	CONGO BRAZZAVILLE	Elections législatives (15 juillet)	
	ALBANIE	Election présidentielle (à préciser)	
SEPTEMBRE	VANUATU	Elections législatives (à préciser)	
	AUTRICHE	Elections législatives (à préciser)	
OCTOBRE	SLOVENIE	Election présidentielle (8 octobre)	
	UKRAINE	Elections législatives (28 octobre)	
	TOGO	Elections législatives (à préciser)	
	LITUANIE	Elections législatives (à préciser)	
	REPUBLIQUE TCHEQUE	Elections législatives (à préciser)	

	GEORGIE	Elections législatives (à préciser)	
NOVEMBRE	ROUMANIE	Elections législatives (30 novembre)	
DECEMBRE	BURKINA FASO	Elections législatives (2 décembre)	Accompagnement du processus électoral burkinabé par l'OIF en cours
	GHANA	Elections présidentielle et législatives (7 et 28 décembre)	
	GUINEE BISSAU	Elections législatives (Suspendues)	
DATES A DETERMINER OU A CONFIRMER	CAMEROUN	Elections législatives (Reportées à début 2013 - à confirmer)	Accompagnement du processus électoral par l'OIF en cours Projet d'organisation de mission d'observation électorale
	MAURITANIE	Elections législatives (à préciser)	
	MADAGASCAR	Elections générales (à préciser)	Accompagnement du processus électoral par l'OIF en cours
	GUINEE	Elections législatives (Reportées sine die - septembre 2012 ?)	Accompagnement du processus politique et électoral en cours Projet d'organisation de mission d'observation électorale
	TUNISIE	Référendum (fin 2012 - à confirmer) Elections présidentielle et législatives (Premier semestre 2013 - à confirmer)	Appui aux institutions électorales mission d'information et de contact
	GUINEE EQUATORIALE	Elections législatives (à préciser)	

ANNEXE 2

PARTICIPATION DE L'APF AUX MISSIONS FRANCOPHONES D'OBSERVATION DES ELECTIONS

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
SEYCHELLES	Election de la Commission nationale chargée de rédiger la nouvelle constitution aux Seychelles	25 au 26 juillet 1992	M. Pierre-André WILTZER (France) M. Marcel PARENT (Québec)
DJIBOUTI	Elections législatives	18 décembre 1992	M. Michel VERMOT (Jura) M. Bernard RICHARD (Nouveau-Brunswick) M. Albert ROUQUET (France) Mme Gabriel BERTRAND (Canada)
MADAGASCAR	Election présidentielle	10 février 1993	M. Guy CHEVRETTE (Québec) M. Jean-Paul NOEL ABDI (Djibouti)
SENEGAL	Election présidentielle	21 février 1993	Mme Shirley MAHEU (Canada) M. Jacky MARCHAL (Communauté française de Belgique) M. Paul AKOTO YAO (Côte d'Ivoire) M. Jacques LEGENDRE (France)
NIGER	Election présidentielle	27 mars 1993	M. Gabriel DESJARDIN (Canada) M. Charles DJREKPO (Bénin) M. Faustin ETOUE WAM (Cameroun)
SENEGAL	Elections législatives	9 mai 1993	M. Etienne KNOOPS (Communauté française de Belgique) M. Hubert DURAND-CHASTEL (France) M. Paul AKOTO YAO (Côte d'Ivoire) M. Conrad LANDRY (Nouveau-Brunswick)
BURUNDI	Election présidentielle	1 ^{er} juin 1993	M. Jean-Claude GOBE (Québec) M. Ahmadou GOURO DIALL (Mali) M. Jean GODONDO (Cameroun)
BURUNDI	Elections législatives	29 juin 1993	M. Jean-Claude GOBE (Québec) M. Jean GODONDO (Cameroun) M. Ahmadou GOURO DIALL (Mali)
SEYCHELLES	Elections législatives et présidentielle	21 – 22 - 23 juillet 1993	Mme Victoire LASSENI-DUBOZE (Gabon) M. Gilles MORIN (Ontario) M. Abdoulaye NIANG (Sénégal) M. Pierre BEAUFAYS (Communauté française de Belgique)
CENTRAFRIQUE	Elections législatives et présidentielle 1 ^{er} tour	22 août 1993	M. Raymond COUDERC (France) M. Rémy POULIN (Québec)
TOGO	Election présidentielle	25 août 1993	M. Xavier DENIAU (France) M. Neil GAUDRY (Manitoba) M. Paul AKOTO YAO (Côte d'Ivoire)
CENTRAFRIQUE	Elections législatives et présidentielle 2 ^e tour	19 septembre 1993	M. Rémy POULIN (Québec) M. Ndao MOCTAR AMADOU (Sénégal)
COMORES	Elections législatives	14 novembre 1993	M. Allister SURETTE (Nouvelle Ecosse) M. Mahama SAWADOGO (Burkina Faso)
GABON	Election présidentielle	5 décembre 1993	Mme Christiane PELCHAT (Québec) M. Paul AKOTO YAO (Côte d'Ivoire)

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
TOGO	Elections législatives 1 ^{er} tour	6 février 1994	M. Sion PEMA SANGA (Bénin) M. Claude SCHLUCHTER (Jura)
TOGO	Elections législatives 2 ^e tour	20 février 1994	M. Sion PEMA SANGA (Bénin)
BENIN	Elections législatives – mission préparatoire	2 au 7 janvier 1995	Mme Victoire LASSENI-DUBOZE (Gabon)
NIGER	Elections législatives	12 janvier 1995	M. Faustin ETOUE WAM (Cameroun) M. Xavier DENIAU (France)
BENIN	Elections législatives	28 mars 1995	M. Gilles de ROBIEN (France) M. Benoît SAUVAGEAU (Canada) M. Ngayis OTOUNGA (Gabon)
GUINEE	Elections législatives – mission préparatoire	17 au 22 mai 1995	M. Oury Demba DIALLO (Mali)
GUINEE	Elections législatives	11 juin	M. Oury Demba DIALLO (Mali) M. Gérard R. OTTENHEIMER (Canada) M. Sorin VORNICU (Roumanie)
COTE D'IVOIRE	Elections législatives – mission préparatoire	7 au 12 novembre 1995	M. Raymond AHOUCANDJINO (Bénin)
COTE D'IVOIRE	Elections législatives	26 novembre 1995	M. Raymond AHOUCANDJINO (Bénin)
HAITI (AIPLF)	Election présidentielle	17 décembre 1995	M. Yves NICOLIN (France) Mme Anna TERRANA (Canada)
BENIN	Elections législatives – mission préparatoire Premier tour	2 au 7 février 1996 3 mars 1996	M. Mahama SAWADOGO (Burkina Faso) M. Mahama SAWADOGO (Burkina Faso) M. Greg O'DONNELL (Nouveau-Brunswick) Mme Françoise DUPUIS (Communauté française de Belgique)
	Deuxième tour	18 mars 1996	M. Abdoulaye NIANG (Sénégal) M. Greg O'DONNELL (Nouveau-Brunswick) M. Jean-Paul WAHL (Communauté française de Belgique)
COMORES	Election présidentielle – mission préparatoire Premier tour	11 – 18 février 1996 6 mars 1996	M. Oury Demba DIALLO (Mali) M. Oury Demba DIALLO (Mali) M. Gilles MORIN (Ontario) M. Jean-Jacques GUILLET (France)
	Deuxième tour	16 mars 1996	M. Oury Demba DIALLO (Mali) M. Gilles MORIN (Ontario)
TCHAD	Election présidentielle – mission préparatoire Premier tour Deuxième tour	7 – 15 mai 1996 2 juin 1996 3 juillet 1996	M. Kokou KOFFIGO (Togo) M. Kokou KOFFIGO (Togo) M. Kokou KOFFIGO (Togo)
MADAGASCAR	Election présidentielle – mission préparatoire Premier tour Deuxième tour	17 – 23 octobre 1996 3 novembre 1996 29 décembre 1996	M. A.R BUNDHUN (Maurice) M. A.R BUNDHUN (Maurice)
TCHAD	Elections législatives	23 février 1997	M. Kokou KOFFIGO (Togo)
BURKINA FASO	Elections législatives – mission préparatoire	1 ^{er} au 6 avril 1997	M. Séverin ASSE (Bénin)

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
MALI	Elections législatives – mission préparatoire Premier tour	11 au 16 février 1997 13 avril 1997	M. Saleck OULD ABDEL JELIL (Mauritanie) M. Saleck OULD ABDEL JELIL (Mauritanie) M. Guy LELIEVRE (Québec) <i>Coordonnateur : Mme DESOUCHES (ACCT)</i>
	Election présidentielle	11 mai 1997	M. Saleck OULD ABDEL JELIL (Mauritanie) M. Guy LELIEVRE (Québec)
	Elections législatives Premier tour	20 juillet 1997	M. Saleck OULD ABDEL JELIL (Mauritanie)
CAMEROUN	Elections législatives – mission préparatoire Premier tour	5 au 9 mai 1997 13 au 20 mai 1997	M. Louis-Charles BIPECKA (Gabon) M. Louis-Charles BIPECKA (Gabon) M. Roland OSTERMANN (Suisse) M. Marcel PARENT (Québec)
SEYCHELLES	Elections législatives et présidentielle	22 mars 1998	M. Giberling BOL ALIMA (Cameroun)
TOGO	Election présidentielle – mission préparatoire Premier tour	22 au 29 avril 1998 15 au 25 juin 1998	M. André MBOUROU (Gabon) Mme Pierrette VENNE (Canada) M. André MBOUROU (Gabon)
CAMBODGE	Elections législatives	19 au 30 juillet 1998	Mme Nicole MARECHAL (CFB)
BURKINA FASO	Election présidentielle	9 au 20 novembre 1998	M. Salek Ould Abdel Jelil (Mauritanie) M. Marcel PARENT (Québec)
CENTRAFRIQUE	Elections législatives – 1 ^{er} tour Elections législatives – 2 ^{ème} tour	17 au 26 novembre 1998 8 au 15 décembre 1998	M. Zacharie NGIMAN (Cameroun) Mme Emmanuella BLASER (Suisse) M. Zacharie NGIMAN (Cameroun)
GABON	Election présidentielle	30 novembre au 10 décembre 1998	M. Abba BOUCAR (Cameroun) Mme MINDICANU (Moldavie)
GUINÉE	Election présidentielle	9 au 16 décembre 1998	M. Benoît Lamine BOUKPEI (Côte d'Ivoire) M. Kenneth JOHNSON (Nouveau Brunswick)
BENIN	Elections législatives	25 mars au 1 ^{er} avril 1999	Mme Fatima HOUDA-PEPIN (Québec) M. Bernard DUSSAUT (France) M. Mamadou NDIAYE (Sénégal)
DJIBOUTI	Election présidentielle	9 avril 1999	M. Michel BISSONNET (Québec) M. Al Housseyni Younoussa MAIGA (Mali) M. Didier BERBERAT (Suisse)
CENTRAFRIQUE	Election présidentielle	8 au 19 septembre 1999	M. Zacharie NGIMAN (Cameroun) M. Marcel BEAUBIEN (Ontario) Mme Emmanuella BLASER (Suisse)
NIGER	Election présidentielle Elections législatives (2 ^e tour)	20 au 27 novembre 1999	M. Claude SCHLÜCHTER (Jura) <i>M. Mahama SAWADOGO (Burkina Faso)</i>
SENEGAL	Election présidentielle (1 ^{er} tour) Election présidentielle (2 ^e tour)	24 au 29 février 2000 16 au 21 mars 2000	M. Simon LOUECKHOTE (France) M. Michel SAMSON (Nouvelle Ecosse) M. Abdoul Kabele CAMARA (Guinée)
HAÏTI	Elections législatives 1 ^{er} tour	15 au 25 mai 2000	M. Charles-Armel DOUBANE (Centrafrique), Chef de délégation M. Léo ANDY (France) M. Joël BERNARD (Nouveau Brunswick)
COTE D'IVOIRE (mission annulée)	Elections législatives	5 au 14 décembre 2000	Me Saleck OULD ABDEL JELIL (Mauritanie) M. André BERTHOL (France) M. Gilles BISSON (Ontario)
BENIN	Election présidentielle 1 ^{er} et second tour	1 ^{er} au 7 mars 2001 14 au 25 mars 2001	M. Guy NINGATA (Centrafrique) M. Pierre SCHARFF (CFB) M. Seydou NOUROU KEITA (Mali)

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
SENEGAL	Elections législatives	25 avril au 2 mai 2001	M. Jean-Pierre FOUCHER (France) M. Ahmed Tidjane CISSE (Guinée) M. Claude DUPLAIN (Canada)
TCHAD	Election présidentielle 1 ^{er} tour	17 au 25 mai 2001	M. Guy NINGATA (Centrafrique) M. Nathanael BAH (Bénin)
GABON	Législatives 1 ^{er} tour 2 ^{ème} tour	5 au 11 décembre 2001 19 au 25 décembre	M. Badel NDANGA NDINGA (Cameroun) M. Robert GAIA (France)
COMORES	Référendum constitutionnel	18 au 27 décembre 2001	Mme Zalifa BENTE SALIM (Madagascar) M. Bernard Anselme RAVELONJATO (Madagascar)
BURKINA FASO	Législatives	1 ^{er} au 7 mai 2002	M. Nathanael BAH (Bénin) Mme Line BEAUCHAMP (Québec) M. Maïfada BONKANO (Niger)
MALI	Présidentielle 1 ^{er} tour 2 nd tour	24 au 30 avril 2002 8 au 14 mai 2002	M. Claude SCHLÜCHTER (Jura) M. Marcel BEAUBIEN (Ontario) M. Abdou SALEY (Niger) M. Claude SCHLÜCHTER (Jura)
CONGO	Législatives 1 ^{er} tour 2 ^{ème} tour	22 au 28 mai 2002 19 au 25 juin 2002	M. Philippe CHARLIER (CFB) M. Badel NDANGA NDINGA (Cameroun) M. Pierre SCHARFF (CFB) M. Badel NDANGA NDINGA (Cameroun)
CAMEROUN	Législatives	19 au 25 juin 2002	M. André FERRAND (France) M. Simon BOULAMATARI (Gabon)
MALI	Législatives	14 et 28 juillet 2002	M. Adamou IDRISSE (Niger)
MADAGASCAR	Législatives anticipées	15 décembre 2002	Me Saleck Ould Abdel Jelil (Mauritanie), Chef de délégation M. Kouraïchi Thiam (Sénégal) M. Wilfred Arsenault (Ile du Prince Edouard) M. Pierre Scharff (CFB)
BENIN	Législatives	30 mars 2003	M. Pierre Scharff (CFB)
RWANDA	Référendum constitutionnel	26 mai 2003	M. Bernard BOUBA SAMALI (Cameroun), chef de délégation Mme Amina DERBAKI (CFB)
TOGO	Présidentielle	1 ^{er} juin 2003	M. Claude DUPLAIN (Canada) M. Christian PHILIP (France) M. Ibrahim ABBALELE (Niger)
CAMBODGE	Législatives	27 juillet 2003	M. Laurent BETEILLE (France), chef de délégation Mme Françoise SCHEPMANS (CFB) M. Jean-Marc LALONDE (Ontario)
RWANDA	Législatives	29 septembre 2003	M. Bernard RUKINGAMUBIRI (Burundi) Mme Amina DERBAKI (CFB)
GUINEE BISSAU	Législatives	28 mars 2004	M. Doudou WADE (Sénégal) M. Russel COPEMAN (Québec)
COMORES	Législatives	18 et 25 avril 2004	M. Laurier LAPIERRE (Canada) M. Edouard LANDRAIN (France) M. Jones TANSAH (Cameroun)
MACEDOINE	Présidentielle (2 ^{ème} tour)	28 avril 2004	M. Marcel DEHOUX (France), chef de délégation M. Carmel ROBICHAUD (Nouveau-Brunswick)
CAMEROUN	Présidentielle	11 octobre 2004	M. Théophile ADOUA (Congo) M. Dominique CAILLAUD (France) M. Rosario MARCHESE (Ontario)

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
MOLDAVIE	Législatives	6 mars 2005	Mme Geneviève COLOT (France) M. Yarga LARBA (Burkina Faso) M. Claude WILLIAMS (Nouveau-Brunswick)
CENTRAFRIQUE	Présidentielle et législatives	13 mars 2005 (premier tour) 8 mai 2005 (deuxième tour)	M. Benoît BATI (Congo) M. Wayne GAUDET (Canada) M. Benoît BATI (Congo) M. Simon LOUECKHOTE (France)
DJIBOUTI	Présidentielle	8 avril 2005	M. Wilfred ARSENAULT (Ile du Prince Edouard)
LIBAN	Législatives	29 mai 2005 12 juin 2005	M. Bongnessan Arsène YE (Burkina Faso) Bruno BOURG-BROC (France)
MAURICE	Législatives	3 juillet 2005	M. Luc THERIAULT (Québec)
BURKINA FASO	Présidentielle	13 novembre 2005	M. Hechmi AMRI (Tunisie) M. Laurent BETEILLE (France), Chef de Délégation
GABON	Présidentielle	25 et 27 novembre 2005	M. Youssouf Said SOILHI (Comores)
HAITI	Présidentielle et législatives	7 février 2006 (1 ^{er} tour) 21 avril 2006 (2 ^{ème} tour)	Mme Juliana RIMANE (France) M. Bongnessan Arsène YE (Burkina Faso) Mme Juliana RIMANE (France) M. Bongnessan Arsène YE (Burkina Faso)
BENIN	Présidentielle	5 mars 2006 (1 ^{er} tour) 19 mars 2006 (2 ^{ème} tour)	M. Bongnessan Arsène YE (Burkina Faso) M. Bernard DUSSAUT (France) M. Vincent AUCLAIR (Québec)
COMORES	Présidentielle	16 avril 2006 (élections primaires) 14 mai 2006	M. Ibrahim ABBALELE (Niger) M. Constance RAZAFIMILY (Madagascar) M. Ibrahim ABBALELE (Niger) M. Constance RAZAFIMILY (Madagascar)
MACEDOINE	Législatives	5 juillet 2006	Mme Clémentine TIAKO (Cameroun)
SEYCHELLES ANNULEE	Présidentielle	28-30 juillet 2006	M. Constance RAZAFIMILY (Madagascar) Mme Carole LAVALLEE (Canada) Mme Michèle DITTLOT (Monaco)
RDCONGO	Présidentielle (1 ^{er} tour) et législatives	30 juillet 2006	M. DONGHO Clément (Cameroun) M. Jean-Marie ROLLAND (France)
RD CONGO	Présidentielle (2 ^{ème} tour)	29 octobre 2006	M. Clément DONGHO (Cameroun) M. Laurent BETEILLE (France) M. Jean-Marc LALONDE (Ontario)
MAURITANIE	Législatives	19 novembre 2006	Mme Michèle ANDRE (France) M. Idris Outman DJAME (Tchad)
SENEGAL	Présidentielles	25 février 2007	M. Ibrahim ABBALELE (Niger) M. Yves REINKIN (Belgique)
MAURITANIE	Présidentielles (1 ^{er} tour)	11 mars 2007	Mme Michèle ANDRE (France) M. Idris Outman DJAME (Tchad) M. Wilfred ARSENAULT (Ile du Prince Edouard)
MAURITANIE	Présidentielles (2 ^{ème} tour)	25 mars 2007	M. Idris Outman DJAME (Tchad)
MADAGASCAR	Législatives	23 septembre 2007	M. Blagoj ZASOV (Ex République Yougoslave de Macédoine) M. Florent MBA SIMA (Gabon)
TOGO	Législatives	14 octobre 2007	M. Ibrahim ABBALELE (Niger) M. Yves REINKIN (Belgique)
RWANDA	Législatives	15 au 18 Septembre 2008	M. Rosario MARCHESE (Ontario)

PAYS	TYPE D'ELECTIONS	DATE	PARTICIPANTS
LIBAN	Législatives	7 juin 2009	Mme Oyane ONDO (Gabon) M. André DROLET (Québec),
GUINEE BISSAU	Présidentielle	28 juin et 26 juillet 2009	M. Joseph NDONG (Sénégal)
MAURITANIE	Présidentielle	18 juillet 2009	Mmes Paulette OYANE-ONDO (Gabon), Peyipahoua RIRATOU (Cameroun), MM. Davy-Victorien YAMA (Centrafrique), SIK Bun Hok (Cambodge), Claude WILLIAMS (Nouveau-Brunswick), M. Gerry SKLAVOUNOS (Québec)
GABON	Présidentielle	30 août 2009	MM. Didier BERBERAT (Suisse), Jérôme LAVOU (Centrafrique)
TOGO	Présidentielle	4 mars 2010	MM. Jean-Claude MAENE (Communauté française de Belgique), Saleh Abdel-Aziz DAMANE (Tchad) Mme Chantal ROBIN-RODRIGO (France)
GUINEE	Présidentielle	27 juin 2010	MM. Jean-Marc LEFRANC (France), Sylla ABDARAMANE (Mali)
RWANDA	Présidentielle	9 août 2010	MM. Philip OZOUF (Jersey), Cao WAYNE (Alberta)
COTE D'IVOIRE	Présidentielle 1 ^{er} tour	31 octobre 2010	MM. Jean-Claude MAENE (Communauté française de Belgique), Davy-Victorien YAMA (RCA)
COTE D'IVOIRE	Présidentielle 2 ^{ème} tour	28 novembre 2010	MM. Dimitry FOURNY (CFB), Davy-Victorien YAMA (RCA)
COMORES	Présidentielle	7 novembre 2010	M. André POOL (Seychelles)
NIGER	Referendum constitutionnel	31 octobre 2010	M. Ignace SUMBU (RDC)
BURKINA-FASO	Présidentielle	21 novembre 2010	M. Guy-Christian OSSANGOU (Gabon)
HAÏTI	Présidentielle	28 novembre 2010	MM. Benoit CHARETTE (Québec), Christophe-André FRASSA (France)
RCA	Législatives	23 janvier 2011	MM. Makan CISSOKO (Mali) Abdoulaye NDOUR (Sénégal), Michel OUEDRAOGO (Burkina Faso) et Guy-Christian OSSANGOU (Gabon)
NIGER	Présidentielle et législatives	31 janvier et 13 mars 2011	MM. Jean-Claude MAENE (Communauté française de Belgique), Ignace SUMBU (RDC)
TCHAD	Législatives	13 février 2011	Mme Françoise HOSTALIER (France), M. Prosper BOUETOU BASSA (Congo)
BENIN	Présidentielle 1 ^{er} tour	13 mars 2011	MM. Jean-Marc LEFRANC (France), Yvon BONENFANT (Nouveau Brunswick)
HAÏTI	Présidentielle 2 ^{ème} tour	20 mars 2011	M. Benoit CHARETTE (Québec)
SEYCHELLES	Législatives	30 septembre 2011	M. Georges MONTHRON (France)
CAMEROUN	Présidentielle	9 octobre 2011	M. Jérôme LAVOU (RCA)
TUNISIE	Constituante	23 octobre 2011	MM. Errachid BENDRIOUICH (Maroc), Dino CINIERI (France), Pierre-Yves JEHOLET (CFB)
RDC	Présidentielle et législatives	28 novembre 2011	MM. Jérôme LAVOU (RCA), Serge ROBICHAUD (Nouveau-Brunswick)
COTE D'IVOIRE	Législatives	11 décembre 2011	Mme Françoise FASSIAUX-LOOTEN (CFB), M. Gaston YOROU (Bénin)